

Habib Chawki HAMRAOUI

Directeur Général ENTV, Algérie

Je me dois tout d'abord de vous remercier de m'avoir invité à participer, dans le cadre de cet important Forum, au débat sur les libertés des médias dans la société mondiale de l'information.

Il s'agit là d'un sujet de grande actualité, très discuté à l'échelle internationale et plus particulièrement encore au niveau du monde arabe dont le paysage médiatique connaît de grands bouleversements liés au formidable développement technologique et à la prise de conscience du rôle stratégique que l'information peut jouer comme vecteur de la culture démocratique et du dialogue entre les civilisations.

Nous savons tous depuis une décennie, que la bonne gouvernance se mesure à la capacité des Etats à garantir l'exercice réel des libertés et des droits et à assurer l'égalité des chances entre les différentes composantes de la société devant l'éducation, l'emploi, la santé pour un développement conçu comme un moyen d'épanouissement durable pour les générations présentes comme pour les générations à venir.

Les libertés d'expression et de presse comptent parmi les étalons de mesure les plus fiables pour évaluer cette capacité ; elles renseignent sur le degré de modernité d'un Etat et sur le niveau de progrès politique et culturel atteint par une société.

Est-ce qu'en l'état actuel des choses, autrement dit au stade historique où en est arrivé l'évolution des sociétés du monde arabe, on peut s'avancer à affirmer que ces libertés existent, dans la signification qu'elles revêtent en Occident, se pratiquent sans restriction et que les médias y jouissent, par conséquent, d'un statut qui leur permet d'être une des locomotives de la bonne gouvernance?

Il n'est guère simple de répondre de façon tranchée à une telle question, car la problématique des libertés d'abord, puis de la liberté des médias dans les pays arabes est complexe surtout lorsqu'elle est rapportée aux modèles occidentaux. Celle-ci renvoie à des considérations internes et externes, aussi bien à un contexte national où le changement des modes d'organisation institutionnelle est fonction des rapports dialectiques entretenus entre la société et l'Etat, qu'à un contexte mondial marqué par des relations multiformes, souvent conflictuelles et des rapports de force inégaux entre Etats ou ensemble d'Etats.

Tout ce que nous pouvons cependant dire sans être démentis, c'est que ces libertés ne se décrètent pas; elles résultent d'un long processus de luttes et d'expériences. Leur réalité et leur ancrage ne sont pas identiques partout. Des niveaux inégaux de développement économique et culturel donnent des niveaux inégaux d'exercice des libertés. Prenons l'exemple de l'Algérie :

Les médias Algériens ont conquis la place qu'ils occupent aujourd'hui à l'issue d'un combat très difficile et très coûteux en vies humaines contre l'extrémisme, l'intolérance et le terrorisme.

La liberté dont ils bénéficient est sans précédent dans l'histoire du pays et sans pareil dans le monde arabe. Ce qui ne signifie pas qu'ici et là, au Maghreb ou au Proche-Orient, une réalité analogue n'existe pas. Bien au contraire, les dynamiques sociopolitiques internes, les luttes pour le recouvrement des droits nationaux, les guerres qui ont secoué cet ensemble géopolitique ces dernières décennies, ont contribué, pour une grande part, à modifier le paysage médiatique arabe en lui conférant des dimensions nationales et surtout transnationales, qualitativement nouvelles par rapport à celles qui étaient les siennes, il y a 15 années.

Plusieurs pays arabes, qui recevaient déjà les programmes des chaînes étrangères, ont ouvert ou s'apprêtent à ouvrir leur secteur audiovisuel à l'initiative privée et acceptent d'y développer le pluralisme en assurant au service public un régime plus conforme à ceux en vigueur dans les systèmes démocratiques. C'est le cas de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, du Maroc et de la Tunisie. D'autres pays vont certainement suivre.

Dans le même temps plusieurs chaînes satellitaires arabes se sont imposées comme chaînes d'envergure par la large audience qu'elles ont acquise autant auprès des élites maghrébines et proche orientales, installées en Europe et en Amérique, qu'auprès des publics locaux séduits par leur liberté de ton et leur professionnalisme.

Ces phénomènes nouveaux ont une résonance indéniable et produisent une interactivité propice à des avancées dont il faut s'attendre à ce qu'elles aient une part non négligeable dans l'enracinement du processus de démocratisation dans le monde arabe. Ces évolutions ont pris d'autant plus de relief qu'elles se sont inscrites dans le sillage de l'émergence de la société mondiale de l'information.

Les médias des pays arabes et en premier lieu les grandes chaînes satellitaires en ont été très tôt partie prenante pas la force des technologies qu'ils ont assimilé et maîtrisé. Mais cela at-il suffit pour qu'il y soient effectivement intégrés?

Les événements tragiques ayant émaillé l'actualité internationale depuis le 11 septembre ont révélé des incompréhensions et des divergences trop nombreuses et trop profondes pour que le fonctionnement et la finalité même du système mondial de la communication ne fasse l'objet de questions fondamentales.

La société mondiale de l'information a-t-elle réellement créé le village planétaire attendu, au-delà de sa dimension technologique? L'image qu'elle donne aujourd'hui d'elle-même est elle celle d'une société d'intégration ou celle d'un club d'exclusion? La liberté d'expression est-elle la même ici et là et répondelle à des exigences éthiques et déontologique différentes selon que l'on se trouve au Nord ou au Sud?

Nous sommes bien malheureusement contraints de constater que chacun a choisi de voir midi à sa porte et que malgré les ponts technologiques jetés de part et d'autre, chacun s'est taillé le village planétaire qui convient le mieux à sa vision du monde et à donner à la liberté d'expression le contenu qui arrange le plus ses intérêts politiques et matériels.

Le discours de la haine domine d'un coté comme de l'autre. Islamophobie, xénophobie, racisme primaire, choc des civilisations sont devenus les constantes du message diffusé par plusieurs networks occidentaux. Certains médias arabes entretiennent une ligne éditoriale anti-occidentale et encouragent le communautarisme qui inquiète.

L'exacerbation de telles oppositions conduisent évidemment à la surenchère et en fin de compte à l'impasse alors que les uns et les autres ont à leur portée une chance historique pour contribuer au rapprochement, au dialogue, à la connaissance et à la reconnaissance de l'autre car, quoiqu'on en dise, ils disposent tous d'un capital culturel, professionnel et technique, largement suffisant pour actionner le déclic. Les exemples ne manquent pas d'initiatives qui s'efforcent patiemment de jeter les jalons d'une communication à visage humain.

La conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen qui rassemble en son sein les plus grandes chaînes de télévision du Nord et du Sud tisse depuis 10 ans une toile interculturelle bigarrée faite de rencontres, d'échanges et d'expériences concrètes, qui vont plus loin que les professions de foi et les déclarations de principe théoriques.

La COPEAM a inondé la direction dans laquelle nous devons oeuvrer désarmer les thèses de la confrontation et de la violence et promouvoir l'altérité culturelle. La liberté est à ce prix et elle ne peut élargir ses espaces que par la diffusion de plus de savoir, d'éducation et de respect de la différence.

Faisons cet effort de pédagogie. Nous avons tant besoin d'un village planétaire réellement commun et également partagé.